

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 13 Mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENTS LE GUEVEL

ZAC Actipole
35540 Miniac-Morvan

Références : UD35/2026-109
Code AIOT : 0005521939

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement Établissement LE GUEVEL implanté ZONE ACTIPOLE 35540 Miniac-Morvan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la poursuite du programme pluriannuel de contrôle des installations classées relevant du régime Seveso Seuil haut, l'établissement LE GUEVEL a fait l'objet d'une inspection inopinée le 10 février 2026, hors heures ouvrées, dont l'objectif était de vérifier la bonne appropriation des procédures d'urgence par le personnel chargé de les mettre en œuvre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Établissement LE GUEVEL
- ZONE ACTIPOLE 35540 Miniac-Morvan
- Code AIOT : 0005521939
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société LE GUEVEL exploite sur la commune de MINIAC MORVAN une plate-forme logistique classée SEVESO seuil haut.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Plan d'Opération Interne – Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Plan d'Opération Interne – Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-i	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 8.9.9.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 1.6.2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'Opération Interne – Elaboration	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-41	Sans objet
2	Plan d'Opération Interne – Contenu et exercices	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100	Sans objet
6	Plan d'Opération Interne – Service d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f	Sans objet
7	Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Etat des matières stockées	AP de Mise en Demeure du 26/06/2025, article 1er	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection menée le 10/02/2026 a permis de tester, de manière inopinée et hors heures ouvrées, les procédures d'urgence qui seraient déployées sur le site de LE GUEVEL en cas de gestion d'un évènement accidentel. L'exercice POI (plan d'opération interne) a consisté à simuler un incendie dans l'une des cellules de stockage de l'établissement (cf. scénario et déroulé de l'exercice POI en annexe confidentielle du présent rapport).

Les inspecteurs ont constaté que la personne témoin de l'incendie a correctement réagi : appel des pompiers et prises de contact avec les principales fonctions POI. Par ailleurs, les personnes ayant une fonction POI et devant mener des tâches relatives à la gestion de crise ont été en capacité d'arriver rapidement sur site (environ 30 minutes), l'accueil des pompiers a été assuré et les mesures ont été mises en œuvre pour sécuriser les installations (connaissance de la coupure générale d'électricité, système d'extinction automatique incendie connu de l'exploitant, fermeture des vannes de confinement des eaux d'extinction incendie). Néanmoins, l'exploitant devra réfléchir à mettre en place une organisation plus précise pour gérer un évènement accidentel qui se déclarerait hors heures ouvrées (affectation des fonctions POI, etc.). Enfin, il a été constaté une bonne communication entre les fonctions POI (utilisation de téléphones portables).

Néanmoins, il a été constaté des difficultés à regrouper l'ensemble des personnes présentes sur le site au niveau du point de regroupement. Par ailleurs, certaines fonctions POI n'ont pas été clairement affectées (Responsable technique, Responsable des flux). L'exploitant devra donc mettre en place une organisation pour gérer un évènement accidentel survenant sur le site hors heures ouvrées. Cette organisation devra notamment permettre d'améliorer l'identification des fonctions POI et l'évacuation au point de regroupement des personnes présentes sur site en heures non ouvrées (chauffeurs dormant dans leur camion notamment).

Par ailleurs, il a été constaté que l'étude de danger déposée en 2019 n'a pas fait l'objet d'un réexamen dans les 5 ans après la notification de l'arrêté préfectoral du 16/07/2020. **Dans ce cadre, un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à Monsieur le Préfet pour encadrer le dépôt de la notice de réexamen et, le cas échéant, la mise à jour ou la révision de l'étude de dangers.**

Enfin, l'inspection a mis en évidence que l'exploitant avait mis en place les mesures permettant de rapidement établir un état des stocks pouvant servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel et pour répondre aux besoins d'information de la population. **Aussi, il est proposé à Monsieur le Préfet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juin 2025.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opération Interne – Élaboration

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :</p> <p>1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;</p> <p>2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a élaboré un plan d'opération interne dont la dernière mise à jour est datée du 09/01/2026 (version 4).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan d'Opération Interne – Contenu et exercices

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :</p> <p>[...] 2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'opération interne (POI) version 4 définit l'organisation du site et les moyens disponibles pour gérer un événement accidentel pouvant avoir des conséquences majeures.</p> <p>Le plan d'opération interne définit la démarche générale pour remettre en état et nettoyer l'environnement après la survenance d'un accident majeur. Cette démarche présente également la liste des prestataires qui seraient susceptibles d'intervenir.</p> <p>Le dernier exercice POI mis en œuvre par l'exploitant est daté du 28 janvier 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 :</p>

Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

Constats :

Le POI présente, pour chaque fonction POI, les actions devant être réalisées dans le cadre de la gestion d'une crise (fonctions POI principales : directeur des opérations interne (DOI), Support Risques, Responsable technique, Responsable des flux, Responsable des présents, Equipiers de première intervention). Chacune des fonctions possède une liste des tâches devant être réalisées, sauf les équipiers de première intervention.

→ Cf. demande au Point N°9 : Consignes générales d'intervention.

Néanmoins, lors de l'exercice POI déclenché le 10/02/2026 en heures non ouvrées, le directeur des opérations internes est arrivé plus tard sur site que certaines autres fonctions POI. Ainsi, les fonctions POI n'ont pas clairement été affectées au poste de commandement PC POI. Il y a donc eu confusion notamment entre le Responsable Technique et le Responsable des flux. Ainsi, le Responsable des flux a contrôlé la mise en service du système d'extinction automatique et le Responsable Technique a vérifié la fermeture des vannes de confinement. Ces tâches ne correspondent pas à leurs missions.

Lors de l'exercice, certaines fonctions POI n'ont pas utilisé les fiches mises à leur disposition dans le POI. Ces fiches permettent pourtant à chacune des fonctions POI d'assurer la mise en œuvre de l'ensemble des actions permettant de mettre en sécurité les personnes et le site, en cas de sinistre. Ainsi, certaines tâches n'ont pas été réalisées : vérification de la fermeture des portes coupe-feu des cellules de stockage, vérification de l'ouverture des exutoires de fumées, la fermeture des accès au site n'a pas été assurée, la gestion des flux des poids lourds sur le site n'a pas été assurée).

→ cf. demande au Point N° 4 : Formation du personnel

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai d'un mois, l'exploitant mettra en place une organisation pour que, y compris en heures non ouvrées, les fonctions POI soient correctement affectées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Plan d'Opération Interne – Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'ensemble du personnel participant à la gestion d'un évènement accidentel avait été formé aux tâches dont il sera censé s'acquitter.</p> <p>Par courriel du 10/02/2026, l'exploitant a transmis les dernières attestations de formation des équipiers de première intervention.</p> <p><u>Cf. suite du constat en Annexe confidentielle du présent rapport</u></p> <p>Comme indiqué au Point n°3, lors de l'exercice, certaines fonctions POI n'ont pas utilisé les fiches mises à leur disposition dans le POI. Ces fiches permettent pourtant à chacune des fonctions POI d'assurer la mise en œuvre de l'ensemble des actions permettant de mettre en sécurité les personnes et le site, en cas de sinistre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Dans un délai d'un mois</u>, l'exploitant mettra en œuvre les mesures suffisantes pour que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en heures non ouvrées, les fonctions POI soient correctement affectées ; - chaque fonction POI utilise le document POI mis à leur disposition et leur permettant d'assurer la mise en œuvre de l'ensemble des tâches pour mettre en sécurité les personnes et le site en cas d'évènement accidentel survenant sur le site. <p>+ Cf. demande en Annexe confidentielle du présent rapport</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Plan d'Opération Interne – Alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La personne témoin de l'incendie a souhaité déclencher l'alarme incendie depuis l'extérieur du bâtiment logistique. Néanmoins, il n'a pas été en mesure de le faire car aucun bouton « Alarme</p>

<p>incendie » n'a été trouvé. L'alarme sonore n'a pu être donnée depuis le bâtiment logistique. Elle a donc été déclenchée au niveau de l'atelier. L'alarme incendie n'était toutefois pas audible par l'ensemble des personnes présentes sur site, notamment les chauffeurs présents dans les camions.</p> <p>Par ailleurs, hors heures ouvrées, l'atelier est en exploitation et des chauffeurs de poids lourds sont en activité sur site ou dorment dans les camions. Une partie des chauffeurs a eu comme ordre de quitter le site. Une seule personne s'est rendue au point de regroupement.</p> <p>Ainsi, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'ensemble des personnes présentes sur le site lors de l'exercice a été informé de l'exercice POI et de la nécessité d'évacuer au point de regroupement, notamment les chauffeurs dormant dans leur camion. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la liste des personnes présentes sur site en heures non ouvrées (chauffeurs, etc.).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Dans un délai d'un mois</u>, l'exploitant devra mettre en place une organisation en heures non ouvrées permettant de s'assurer que l'alarme incendie est audible de toutes les personnes présentes sur site (utilisation de cornes de brume par exemple) et que l'ensemble des personnes présentes sur site a évacué au point de regroupement (chauffeurs, atelier, etc.).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Plan d'Opération Interne – Service d'urgence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 :</p> <p>Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'exercice POI, un salarié a été rapidement posté au niveau du portail « entrée poids lourds » (t+20 minutes). Il a été en capacité d'amener le Commandant des opérations de secours des pompiers (COS) au poste de commandement POI (PC POI). Les informations suivantes ont notamment pu être transmises : état des stocks et emplacement des réserves incendie disponibles pour les pompiers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements environnementaux
Prescription contrôlée : <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.</p> <p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none">- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
Constats : <p>Le POI intègre les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. Il indique que les prélèvements seraient effectués principalement au niveau de cinq points de prélèvements. Mais ces points de prélèvements ne sont pas identifiés au sein du document POI (intérieur ou extérieur du site ; un plan pourrait utilement être intégré). Par ailleurs, le POI précise que les prélèvements seraient effectués sur les produits de décomposition issus de l'incendie de la zone à considérer (cellules 1, 2 ou 3, zone de picking/cross dock, messagerie ou stockage extérieur).</p> <p>→ Cf. Demande au Point N° 8 : Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux</p> <p>Par ailleurs, les équipements de prélèvement à mobiliser, par produits de décomposition et milieux (air, sols et eaux superficielles) sont précisés dans le POI.</p> <p>L'exploitant a contractualisé la réalisation des prélèvements environnementaux avec la société APAVE. L'inspection des installations classées n'a pas consulté le contrat qui lie la société LE GUEVEL avec la société APAVE pour la réalisation et l'analyse des prélèvements environnementaux.</p> <p>Enfin, le POI intègre des éléments sur la remise en état et le nettoyage de l'environnement après la survenance d'un accident majeur : la démarche générale qui serait suivie (identification des domaines impactés, expertise de l'état des cibles, identification des impacts environnementaux réels et plan d'action qui serait réalisés par des sociétés spécialisées). L'exploitant a identifié le nom de sociétés spécialisées qui seraient susceptibles d'intervenir.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-i
Thème(s) : Risques accidentels, Substances Prélèvements environnementaux
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : Le POI version 4 du 09/01/2026 ne fait pas figurer la liste des substances toxiques ni celles des substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances pouvant être générées lors d'un événement accidentel survenant sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Dans un délai de trois mois</u> , l'exploitant intégrera dans le POI la liste des substances toxiques et la liste des substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances pouvant être générées lors d'un événement accidentel survenant sur le site et devant faire l'objet de prélèvements environnementaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 8.9.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule. Ce plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none">- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (origine et prise en compte de l'alerte, appel des secours extérieurs, liste des interlocuteurs internes et externes) ;- organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;- justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des

extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage ;
- la localisation des interrupteurs centraux ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières relatives à la maintenance et à l'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique incendie.

Constats :

Le POI version 4 du 09/01/2026, qui intègre le plan de défense incendie, ne présente pas les éléments suivants :

- l'organisation de la première intervention en période ouvrée ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées ;
- les justifications des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau (système d'extinction automatique, poteaux incendie, RIA) ;
- les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie dans chaque cellule ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage ;
- les mesures permettant de s'assurer, en cas d'activation de la coupure générale électrique, de disposer des données informatiques nécessaires à la bonne conduite du POI.

Par ailleurs, le POI mériterait d'intégrer un schéma d'alerte en heures non ouvrées (intervention de la société de télésurveillance, du gardien, réalisation d'une levée de doute, évacuation des personnes présentes sur site - chauffeurs dormant sur site notamment, fonctions POI devant être a minima présentes sur site, armement du PC POI en heures non ouvrées, distribution précise des fonctions POI).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai d'un mois, l'exploitant intégrera dans le POI les éléments manquants et les remarques susmentionnées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : État des matières stockées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2025, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à l'état des matières stockées
Prescription contrôlée : La société LE GUEVEL exploitant une plate-forme logistique de produits dangereux classé SEVESO seuil haut sise ZAC Actipôle sur la commune de Miniac-Morvan est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé en mettant en place une organisation qui permette de rendre facilement accessible, en toutes circonstances, l'état des matières stockées <u>dans un délai d'un mois</u> à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Lors de la précédente inspection menée le 20 mars 2025 de manière inopinée, il avait été constaté que l'exploitant était en mesure de présenter un état des matières stockées conformément aux articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation. Néanmoins, le jour de l'inspection du 20 mars 2025, l'organisation mise en place par l'exploitant n'avait pas permis de présenter un état des stocks dans un délai en adéquation avec le délai d'intervention des services d'incendie et de secours. Lors de l'exercice POI mené le 10/02/2026, l'exploitant a été en capacité de transmettre un état des stocks dans des délais en adéquation avec le délai d'intervention des services d'incendie et de secours : automatisation de l'extraction un état des stocks pouvant servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel et pour répondre aux besoins d'information de la population. Cet état des stocks est mis à jour toutes les 3 heures, envoyé sur une adresse mail accessible aux personnes ayant certaines fonctions POI et pouvant être édité depuis l'ordinateur portable du PC POI (ordinateur portable dédié). Les actions mises en place par l'exploitant permettent de répondre à l'article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 26/06/2026. Il sera proposé à Monsieur le Préfet de lever cet arrêté préfectoral de mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 11 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 1.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers
Prescription contrôlée : [...] L'étude de dangers est révisée au plus tous les 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté ou lors de toute évolution des procédés mis en œuvre ou du mode d'exploitation de l'installation.
Constats :

La dernière étude de dangers établie par l'exploitant n'a pas fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice dans les 5 ans suivant la notification de l'arrêté préfectoral du 16/07/2020.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Dans un délai de quatre mois</u> , l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées la notice de réexamen de l'étude de dangers associée à l'établissement. Le cas échéant, la mise à jour ou la révision de l'étude de danger sera également transmise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois